

La Cadie, frontière du Canada : Micmacs et Euro-canadiens au nord-est du Nouveau-Brunswick, 1620-1850, Nicolas Landry.
Septentrion, Québec, 2014, 342 p.

Gregory Kennedy

Volume 44, numéro 2-3, 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1030984ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1030984ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (imprimé)

1923-5151 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

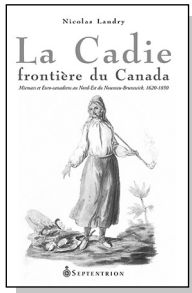
Citer ce compte rendu

Kennedy, G. (2014). Compte rendu de [*La Cadie, frontière du Canada : Micmacs et Euro-canadiens au nord-est du Nouveau-Brunswick, 1620-1850*, Nicolas Landry. Septentrion, Québec, 2014, 342 p.] *Recherches amérindiennes au Québec*, 44(2-3), 177–178. <https://doi.org/10.7202/1030984ar>

sur les animaux avec lesquels il est en relation depuis des millénaires.

En terminant je m'en voudrais de ne pas souligner les magnifiques dessins au crayon qui viennent rehausser l'ouvrage, œuvres de Christiane Pelletier Clément, la conjointe de l'auteur.

Paul Charest
professeur associé,
Université Laval, Québec



**La Cadie, frontière du Canada :
Micmacs et Euro-canadiens au
nord-est du Nouveau-Brunswick,
1620-1850**

Nicolas Landry. *Septentrion, Québec,*
2014, 342 p.

NICOLAS LANDRY A PUBLIÉ plusieurs ouvrages portant sur l'histoire de la région Atlantique. Ses travaux consacrés aux pêches françaises et à l'émergence de la société acadienne après le Grand Dérangement demeurent des sources de référence (voir Landry 1994, 2008, 2009). Dans sa nouvelle étude, Landry porte son attention sur le nord du Nouveau-Brunswick et les débuts de la colonisation. Il affirme d'emblée que « cette région figurait bel et bien dans la sphère d'influence de Québec et non de Port-Royal ou de Louisbourg » (p. 10). D'une part, cela explique peut-être « le peu de place » consacrée à Miramichi, Miscou, Ristigouche ou Nepisiguit dans l'historiographie acadienne (p. 12); d'autre part, cela encourage les historiennes et historiens de la Nouvelle-France à repenser les frontières de la colonisation dans la vallée du Saint-Laurent. Si cet ouvrage constitue une contribution significative à l'histoire coloniale française, Landry met aussi l'accent sur l'histoire amérindienne, notamment par l'appui à « l'émergence des recherches s'intéressant à l'histoire de la nation micmaque » (p. 11).

En général, cette étude régionale présentée dans un style narratif intéressera surtout les chercheuses et chercheurs spécialistes dans ce domaine.

Les deux premiers chapitres présentent l'expérience micmaque à la lumière de l'histoire et de l'archéologie. Landry cherche à mieux comprendre « leur système de subsistance, leur production artisanale et leur mode de vie en général » (p. 16). Bien entendu, puisqu'on ne dispose pas de documents écrits par les Amérindiens, l'ouvrage de l'auteur repose sur le même corpus de documents historiques européens étudié depuis longtemps, soit les correspondances officielles, les relations des missionnaires et les recensements du régime français. S'il est ainsi peu étonnant de constater les limites de l'analyse sur la démographie, la culture et la spiritualité, la synthèse des connaissances constitue un atout considérable parce que l'étude de Landry est la première à se consacrer à cette population du nord du Nouveau-Brunswick. L'auteur est expert de l'historiographie pertinente – comme en font foi les nombreuses références utiles aux travaux antérieurs tels que ceux d'Olive Dickason, de John Reid et de Bernard Hoffman – et offre ainsi au lecteur une bonne compréhension de la vie micmaque traditionnelle, puis de l'impact de l'arrivée des Européens.

Les chapitres 3, 4 et 5 constituent certainement la contribution la plus originale de l'ouvrage. Landry y explique le commerce et les premières tentatives de colonisation dans la région par le biais d'une étude exhaustive des fonds notariaux, par exemple, des marchés, des obligations, des ventes, des chartes-parties (une sorte de contrat d'affrètement) et des contrats d'engagement. Ayant consulté certains de ces documents, je connais leurs défis de langue, de compréhension et de reconstitution. Avant Nicolas Landry, personne n'a effectué une analyse aussi détaillée de ces documents. Certes, l'auteur est un spécialiste reconnu de la carrière de Nicolas Denys et de celle de son fils, Richard, des protagonistes qui sont souvent oubliés ou mis de côté par les historiennes et historiens de

l'Acadie et de la Nouvelle-France. Cette partie la plus forte de l'ouvrage nous convainc que les Denys, père et fils, étaient très dynamiques et intelligents dans leurs efforts pour développer leur territoire. Ils eurent un succès notable, conclut Landry, surtout par rapport à l'exploitation des ressources naturelles et à l'établissement de bonnes relations avec les Micmacs, et ce, malgré les « incohérences décisionnelles » de l'État et les attaques de leurs rivaux (p. 156-162). Après avoir expliqué les contextes difficiles des activités commerciales de Nicolas Denys et d'autres entrepreneurs, l'auteur affirme que « leur détermination doit retenir notre attention, plus que leurs difficultés financières » (p. 137). En effet, il estime que Nicolas Denys est « sans l'ombre d'un doute le personnage le plus touchant de l'Acadie coloniale » (p. 138). Qui plus est, le régime seigneurial était présent et efficace dans la région, suivant le modèle d'établissement de la Nouvelle-France. Ici, les conclusions de Landry appuient mes propres recherches pour le reste de l'Acadie coloniale : en deux mots, les experts ont sous-estimé l'importance du régime seigneurial en Acadie (Kennedy 2014 : p. 128-167).

Le chapitre 6 porte sur l'administration de « l'Acadie du Nord-Ouest » pendant le XVIII^e siècle. Comme l'Acadie péninsulaire avait été perdue lors du Traité d'Utrecht de 1713, l'île Royale, l'île Saint-Jean et le nord du Nouveau-Brunswick devinrent des territoires stratégiques essentiels à la poursuite de la colonisation française. Landry revient aux documents bien connus, surtout les correspondances officielles des autorités françaises, mais son interprétation donne plus de place aux acteurs amérindiens dans le fonctionnement de l'alliance française. En général, les Micmacs ont refusé « de combattre simplement pour satisfaire les intérêts français » (p. 200). À plusieurs reprises, des leaders micmacs mandatés par leurs communautés ont visité Québec et même Versailles afin de faire des demandes ou de déposer leurs plaintes (p. 197, 206-208). Les autorités françaises ont réalisé rapidement que la distribution des présents

du roi (surtout des fusils et de la poudre) ne suffirait pas. Pendant la guerre, les Amérindiens « ne sont pas en mesure de faire la chasse, la pêche et d'autres activités de subsistance », alors il faut trouver des moyens d'entretenir leurs communautés à long terme (p. 208). La traite de pelleteries, l'établissement d'une pêche sédentaire et même la nomination d'un subdélégué à l'intendant de Québec pour la région allaient dans ce sens (p. 218-222).

Il faut dire qu'on perd le fil de l'histoire amérindienne lors du chapitre 7 consacré au Grand Dérangement. Il s'agit avant tout d'une histoire française et acadienne présentée à la lumière des documents historiques déjà connus. Pendant une certaine période, l'Acadie du Nord-Ouest était le centre de la résistance française à l'invasion britannique, bien que l'effort fût voué à l'échec.

Le dernier chapitre constitue une tentative de retracer le sort des Micmacs du Nouveau-Brunswick sous le régime britannique à partir de 1776. Landry cherche à comprendre pourquoi « les relations entre les Acadiens et les Micmacs de Ristigouche s'enveniment » pendant cette période (p. 260). Il s'agit de questions de vivres, de territoire et d'intérêts profondément différents dans le contexte des vagues d'immigration britannique vers la colonie. Landry explique qu'« alors que les Acadiens reconstruisent de nouveaux établissements sous l'autorité d'autres Européens avec lesquels ils interagissent depuis 1713, les Micmacs, eux, sont passés d'une relation plutôt avantageuse selon laquelle ils bénéficiaient d'un certain rapport de force, à une relation qui les confine rapidement à un statut d'infériorité numérique, politique et économique » (p. 296). Le chapitre est également à signaler parce qu'il donne une répartition géographique des Micmacs au Nouveau-Brunswick pendant le XIX^e siècle (p. 273-275). Si je considère que ce chapitre n'est qu'un point de départ, il faut saluer l'initiative d'avoir identifié une série de pistes de recherche utiles pour d'autres chercheuses et chercheurs intéressés par ce sujet très peu étudié par les experts.

En général, Landry démontre une connaissance impressionnante des documents historiques pertinents à son étude. La synthèse des recherches donne au lecteur une base solide dans ce domaine d'histoire alors que les conclusions de l'auteur suscitent de nouvelles réflexions. Sur ce dernier point, il faut dire que Landry semble un peu réticent à élaborer sa position. Ses interprétations ne s'éloignent jamais très loin des informations contenues dans les documents. L'introduction générale et la conclusion de l'ouvrage sont particulièrement limitées sur ce plan. À mon avis, l'auteur perd ainsi quelques occasions de participer aux débats historiographiques en cours, plus particulièrement en ce qui concerne les thèmes de la frontière/*borderlands*, le monde atlantique et la nature de l'impérialisme français ainsi que l'interprétation des traités négociés avec les Premières Nations.

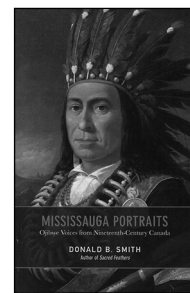
Dans son nouvel ouvrage, Landry propose une étude régionale avec des retombées importantes dans les domaines de l'histoire acadienne, française et amérindienne. Il réussit à démontrer que les autorités françaises étaient bien conscientes de l'importance stratégique du nord du Nouveau-Brunswick actuel en tant que zone tampon entre la Nouvelle-France et l'Acadie ou la Nouvelle-Écosse. À la lumière des correspondances officielles, des recensements, des documents missionnaires et des fonds notariaux, il est en mesure d'expliquer les tentatives de colonisation de la famille Denys ainsi que le fonctionnement de l'alliance française-micmaque jusqu'à 1763. Il affirme, avec raison, que les Amérindiens gardaient beaucoup d'autonomie et d'agentivité avant la conquête britannique – et ici les conclusions de l'auteur confirment celles de John G. Reid (1981). D'ailleurs, il retrace l'arrivée des réfugiés acadiens et des troupes françaises pendant le Grand Dérangement. Finalement, il ouvre la porte à de nouveaux travaux de recherche portant sur l'histoire micmaque pendant le XIX^e siècle. Bref, l'ouvrage deviendra une source de référence pour une

période méconnue de l'histoire du Nouveau-Brunswick.

Gregory Kennedy
Département d'histoire et de géographie,
Université de Moncton

Ouvrages cités

- KENNEDY, Gregory, 2014 : *Something of a Peasant Paradise? Comparing Rural Societies in Acadie and the Loudunais*. McGill-Queen's University Press, Montréal & Kingston.
- LANDRY, Nicolas, 1994 : *Les pêches dans la péninsule acadienne, 1850-1900*. Éditions d'Acadie, Moncton.
- , 2008 : *Plaisance (Terre-Neuve) 1650-1713 : une colonie française en Amérique*. Septentrion, Québec.
- , 2009 : *Une communauté acadienne en émergence : Caraquet, Nouveau-Brunswick, 1760-1860*. Prise de parole, Sudbury.
- REID, John G., 1981 : *Acadia, Maine and New Scotland: Marginal Colonies in the Seventeenth Century*. University of Toronto Press, Toronto.



Mississauga Portraits, Ojibwe Voices from Nineteenth-Century Canada

Donald B. Smith, University of Toronto Press, Toronto, 2013, 496 p.

DANS L'OUVRAGE *Mississauga Portraits* (2013), Donald B. Smith décrit en détail la rencontre qui eut lieu, au début du XIX^e siècle, entre la communauté amérindienne ojibwa des rives ouest du lac Ontario (aujourd'hui la région de Toronto) et le méthodisme anglais. Smith présente cette rencontre comme étant pleine d'espoir pour les Ojibwas : devenus chrétiens et s'étant battus auprès des Britanniques lors de la guerre de 1812, les Mississaugas (nom donné aux Ojibwas par les Canadiens anglais) pensaient obtenir des titres pour leurs terres ancestrales (p. xvi). Cependant, le rêve de l'autonomie s'écroula en 1847. Après trois décennies de lutte territoriale, les